

nement canadien se charge de fournir l'équipement nécessaire.

Dans le secteur des communications, le Canada a pourvu la Tunisie de 22 locomotives avec pièces de rechange, au coût de 9,3 millions de dollars. En outre, l'ACDI a participé à la construction de lignes de transmission d'énergie et de liaisons par microondes dans ce même pays.

L'apport canadien dans le secteur de l'éducation a lui aussi été fort considérable. Par exemple, il y a déjà un certain nombre d'années que des enseignants sont détachés par l'ACDI et le SUCO dans des universités, des écoles secondaires et des maisons d'enseignement spécialisé en Tunisie et en Algérie. L'ACDI a fourni les fonds, le personnel et l'équipement nécessaires à la création d'un Département de formation en gestion des affaires en Algérie, à la formation d'experts agricoles à l'École nationale d'agriculture du Maroc et à l'établissement d'un programme de doctorat à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée de ce même pays. En outre, au cours des sept ou huit dernières années, des centaines d'étudiants et de stagiaires marocains, algériens et tunisiens sont venus étudier au Canada sous les auspices de l'ACDI; ils étaient au nombre de 150 en 1973-1974.

#### Par delà le Maghreb

Le gouvernement canadien a commencé récemment à envisager d'étendre son aide au développement ou sa coopération technique à d'autres pays arabes situés au-delà des confins du Maghreb. Des entretiens préliminaires ont déjà eu lieu sur des projets que l'ACDI pourrait entreprendre au Soudan; on pense en effet que le potentiel agricole inutilisé de ce pays pourrait non seulement combler les besoins alimentaires nationaux, mais également ceux de beaucoup d'autres pays en développement de

l'Afrique et du Moyen-Orient. Des entretiens semblables ont aussi eu lieu entre les gouvernements canadien et égyptien. Lors de sa visite au Caire en janvier 1976, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Allan MacEachen, déclarait:

«Le gouvernement canadien examine actuellement la possibilité d'accorder, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international, un appui bilatéral, d'ordre technique et financier, à des projets égyptiens de développement... j'ai invité les autorités de la République arabe d'Égypte à envoyer une mission économique au Canada, afin que des fonctionnaires des deux pays examinent les moyens de faire avancer la coopération pour le développement.»

Le ministre ajoutait à cette occasion que l'ACDI avait déjà été autorisée à verser une contribution d'un million de dollars au compte spécial du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la reconstruction de la région du canal de Suez.

Des entretiens ont aussi eu lieu entre des hauts fonctionnaires des gouvernements canadien et koweïtien sur la possibilité d'une coopération dans ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'«aide trilatérale», en l'occurrence la conjugaison du savoir technique canadien et des ressources financières koweïtiennes pour venir en aide à des pays en développement. Le président de l'ACDI, Paul Gérin-Lajoie, a d'ailleurs eu à ce sujet des conversations qu'il a qualifiées de «très positives» avec des représentants du Koweït lors de la visite qu'il a effectuée dans ce pays en décembre 1974.

#### Croissance du commerce

Après des débuts bien modestes, il faut l'avouer, le commerce du Canada avec le monde arabe a connu une remarquable expansion ces dernières années. Entre 1969 et 1974, la valeur totale des exportations canadiennes dans les pays arabes a aug-

**Tableau A**  
**Exportations canadiennes**  
(en millions de dollars)

Pays	1969	1974	1975
Maroc	1,46	2,49	18,97
Algérie	2,94	152,84	100,55
Tunisie	2,58	9,67	9,35
Libye	2,36	5,78	22,66
Egypte	2,94	13,91	6,56
Soudan	,49	2,66	4,16
Liban	3,57	44,54	40,55
Jordanie	,64	3,51	2,43
Syrie	,90	13,78	4,74
Iraq	2,74	18,90	67,60
Arabie Saoudite	3,61	17,50	34,85
Koweït	1,70	4,82	16,07
Yémen, RDP	,01	5,78	6,51
Qatar	,15	3,51	1,54
Emirats arabes unis	—	3,80	4,65
<b>Totaux</b>	<b>26,09</b>	<b>303,49</b>	<b>341,19</b>